

## SHORT NEWS

**Finance offshore : la BIL en bonne compagnie**

(lc) - Même si les Panama Papers n'ont pas eu un impact comparable aux Luxleaks au grand-duché, cela ne veut pas dire que la place financière luxembourgeoise n'est plus montrée du doigt. En effet, dans le rapport « Usual Suspects ? Co-Conspirators in the Business of Tax Dodging » publié lundi dernier par les Verts au Parlement européen, à l'instigation de l'eurodéputé Sven Giegold (qui n'est plus vraiment un inconnu au pays), le Luxembourg n'est pas à l'abri de nouvelles accusations. Le rapport combine les révélations sur le Panama avec celles des Offshore Leaks et celles concernant les Bahamas. Il se concentre donc sur les intermédiaires, les artisans des structures qui ont aidé certaines grandes fortunes à cacher leur argent tout en restant anonymes. Sans grande surprise, le Luxembourg y figure par l'intermédiaire surtout de la BIL - avec quelque 1.727 entités documentées qui sont passées par ses services -, entourée de banques suisses et françaises. Donc, même si le grand-duché lui-même n'est pas dans le palmarès, dominé par Hong Kong d'ailleurs, cela ne veut pas dire qu'il est en dehors de la ligne de mire. D'autant plus que la finance offshore relève d'une tout autre branche que les tax rulings - avec un résultat similaire.

**Pall Center: Weniger Benzin, mehr Ideen!**

(lm) - Für Christiane Wickler ist es ein „radikaler Wandel“. Die Direktorin der Pall-Center-Gruppe - kurzzeitig auch Abgeordnete von Déi Gréng - hat am Mittwoch die Schließung der Q8-Tankstelle in Oberpallen gefeiert. Es handelt sich um das Geschäftslokal, in dem die Firma vor 35 Jahren ihre Aktivität begann. Nun sollen an diesem Ort Büroräume entstehen - für nachhaltige Unternehmen natürlich. Umweltstaatssekretär Camille Gira nutzte die Feier, um daran zu erinnern, dass fossile Brennstoffe und Tanktourismus absterbende Wirtschaftszweige sind. Für die Zukunft setzt Wickler auf umweltbewusste und hochwertige Produkte und Dienstleistungen. Ein Wellnesshotel wird neben dem Einkaufszentrum eingerichtet, im ersten Stock eröffnet das Restaurant „Chill and Eat“, und hinter dem Gebäude steht eine Aquaponik-Anlage. Bis auf weiteres bewahrt der Supermarkt allerdings seine für grenznahe Läden typische Lagerhallen-Atmosphäre. Und von den Tankstellen hat sich die Gruppe auch noch nicht ganz verabschiedet: In Oberpallen, Pommerloch und Habay-la-Neuve betreibt sie weiterhin zahlreiche Total-Zapfsäulen. Der Wandel ist also weniger „radikal“ als angekündigt, hat aber dennoch Symbolwert: Hier versucht eine Unternehmerin, nachhaltig zu wirtschaften, statt das schnelle Geld zu machen.

**Primaire de gauche : Hamon en tête**

(da) - Il était inévitable : le duel entre la gauche et la droite du Parti socialiste français. Voilà que Benoît Hamon, ancien ministre de l'Éducation, frondeur et représentant de l'aile gauche s'est retrouvé en tête du premier tour de la primaire de gauche (woxx 1407), créant la surprise avec 36,5 pour cent des voix. Il est suivi par l'ancien premier ministre Manuel Valls, figure du « social-libéralisme » et représentant une ligne autoritaire. Arnaud Montebourg, champion du « patriotisme économique » et ancien ministre de l'Économie, n'arrive qu'en troisième place avec un score plutôt décevant de 18 pour cent. Il a déjà annoncé soutenir Hamon, tout comme la maire de Lille, Martine Aubry, et toute la gauche du parti en général. Valls, lui, n'est soutenu « que » par des membres de son gouvernement. Tandis que Hamon fait campagne sur un certain nombre de propositions innovantes en matière sociale - le revenu de base universel, surtout - et écologique, Valls tente de s'ériger en seul tenant d'une ligne « réaliste » et « applicable ». Et alors que l'ancien premier ministre était donné favori pendant longtemps, l'ex-ministre de l'Éducation domine les sondages pour le second tour. Dans tous les cas, le PS semble d'ores et déjà très divisé.

## AKTUELL

FABRIQUES D'ÉGLISE

**Communication Breakdown**

Luc Caregari

**Si l'audition devant la commission des pétitions de la Chambre des députés n'a rien apporté de fondamentalement nouveau, elle a eu au moins le mérite de montrer clairement l'impasse dans laquelle les acteurs de ce conflit se trouvent actuellement.**

Après l'audience au parlement de ce lundi dernier, on est en droit de se poser une question : faut-il que les Nations unies envoient des Casques bleus au grand-duché pour protéger une minorité de chrétiens d'un appareil d'État sans scrupule qui veut les déposséder de leurs biens et leur interdire de pratiquer des traditions vieilles de plus de 200 ans ? Blague à part, à écouter les propos du président du Syndicat des fabriques d'église (Syfel) Serge Eberhard (qui présidait aussi jusqu'à peu le conseil d'administration de Servior), et de son secrétaire Marc Linden, l'intransigeance et les revendications de l'organisation brillent par leur excès. En effet, il est plus qu'étonnant de voir des membres des fabriques d'église se plaindre du manque de démocratie et d'esprit d'ouverture de l'Église catholique au Luxembourg.



**Le CSV ne sait plus à quel saint se vouer.**

Pour rappel : les fabriques d'église, une invention de Napoléon pour calmer les esprits dans l'Europe post-révolutionnaire, sont des chambres noires en ce qui concerne le savoir-vivre démocratique. Aucun membre n'est élu, ils ne peuvent être que cooptés - ce qui fait que l'appartenance peut rester dans les mains d'une même famille pendant plusieurs générations. De plus, leurs propriétés sont tellement opaques qu'ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils possèdent ou non. Et ils n'ont aucun problème à l'admettre. Ne parlons pas des privilèges totalement déconcertants qui forçaient les communes à loger, nourrir et blanchir les curés et payer leurs déficits. Encore heureux qu'ils appartiennent déjà à l'histoire.

La stratégie du Syfel est apparue entre les lignes lundi dernier. En ap-

parence conciliants, les deux représentants du syndicat ont toutefois admis qu'en fait ils ne voulaient qu'une chose : reprendre les négociations à zéro, car pour eux les conventions signées entre le gouvernement et l'Archevêché ne seraient pas légales. Alors que les propositions faites par l'Archevêché et le ministère de l'Intérieur quant à la réforme des fabriques d'église ne diffèrent pas tant (voir woxx 1407) - sauf sur la personnalité juridique, qu'elles perdraient.

Avec ceci en tête, il est toutefois permis de se demander si le Syfel ne veut pas tout simplement gagner du temps, pour que le projet de loi ne passe pas sous la législature actuelle. Et il compte sur une participation du CSV au gouvernement après les élections de 2018 pour l'aider à rester en place. À défaut de cela, le Syfel sait pertinemment qu'il faudra trouver un arrangement avec l'Archevêché, car le blocage ne peut pas s'éterniser et le risque qu'on décide sans lui s'il persiste dans son intransigeance est bien réel. Dans

cette perspective, la proximité avec le plus grand parti de l'opposition pourrait bien se révéler problématique.

Car le CSV se trouve bien entre toutes les chaises dans cet affrontement. À l'approche des communales, il aimerait bien se rapprocher du Syfel, au risque de se fâcher avec son allié traditionnel, l'Archevêché. Mais surtout, le parti conservateur n'a aucun intérêt à ce que le rapprochement entre le Syfel et l'Archevêché se fasse sous la médiation du ministre de l'Intérieur Dan Kersch. Le fait que le Syfel et les représentants de l'ordinariat se feront inviter à la commission parlementaire pointe dans cette direction. C'est aussi dans ce sens qu'il faut lire le communiqué de presse doux-amer que les chrétiens-sociaux ont publié ce mercredi.

Ils pourraient dès lors devenir les grands perdants de cette mascarade, tandis que Kersch pourrait en profiter tous azimuts. Mais jusqu'ici, cela n'est qu'une hypothèse dans un conflit qui a déjà pris plus d'une tournure imprévisible.